William Johnson, *Anglophobie made in Québec*, Montréal, Stanké, 1991, 479 p.

Paul Johnson, *The Birth of the Modern. World Society 1815-1830*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1991, 1095 p.

Dorval Brunelle

Numéro 18-19, 1992

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002612ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002612ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Brunelle, D. (1992). Compte rendu de [William Johnson, *Anglophobie made in Québec*, Montréal, Stanké, 1991, 479 p. / Paul Johnson, *The Birth of the Modern. World Society 1815-1830*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1991, 1095 p.] *Cahiers de recherche sociologique*, (18-19), 312-318.
<https://doi.org/10.7202/1002612ar>

William Johnson, *Anglophobie made in Québec*, Montréal, Stanké, 1991, 479 p.

Paul Johnson, *The Birth of the Modern. World Society 1815-1830*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1991, 1095 p.

C'est sans doute le hasard qui a voulu que deux Johnson se retrouvent sur ma table de lecture. Mais je tiens d'emblée à préciser que, des deux, c'est de loin le livre de l'historien anglais qui est le plus important. Si j'ai cru devoir insister sur le premier, c'est d'abord parce qu'il soutient une thèse qui est essentiellement perfide et, ensuite que cette thèse est plus proche des débats actuels au Québec.

Pourtant, la thèse soutenue par Paul Johnson selon laquelle la modernité aurait été mise au monde par une Angleterre et des États-Unis solidaires constitue un fort intéressant complément à l'argument de William Johnson qui accuse au fond tous les Québécois d'avoir été insensibles aux lumières du progrès.

Car je n'ai pas pu me défaire de l'impression, quand j'ai eu refermé le livre de William Johnson, qu'il y avait là un sujet fort intéressant qui a mal tourné. En fait, la charge est tellement grosse qu'on se demande vraiment si l'auteur a pu croire à son bien-fondé; force est de constater toutefois qu'il l'a non seulement cru, mais qu'il a déployé une énergie peu commune à le soutenir. L'idée de départ est simple, elle consiste à dire que "l'âme collective des Québécois" est essentiellement caractérisée par la haine de l'Anglais, par l'anglophobie.

Cette accusation est non seulement grosse, elle est grave puisque, si tel était le cas, le Québécois serait une espèce à peu près unique au monde d'un peuple - ou d'une nation ou d'un "*whatever*" - dont l'éthos serait caractérisé par une haine à ce point profonde et soutenue qu'elle traverse toute sa littérature, durant 150 années d'histoire, une performance négative et négatrice qui n'aurait pas d'égal ailleurs en ce monde.

En effet, malgré des affrontements autrement meurtriers et cataclysmiques, la longue série de guerres et de conflits entre Français, Espagnols, Anglais, Allemands, Autrichiens et Russes tout au long des deux ou trois ou quatre derniers siècles n'a pas trouvé d'échos aussi prolongés dans les littératures nationales des pays en question. Bien au contraire, dans leurs descriptions des guerres napoléoniennes, Hugo et Tolstoï font preuve, au-delà des passions qui les animent, d'une sérénité peu commune vis-à-vis de l'adversaire.

Et quand un conflit récent trouve écho dans une œuvre, comme c'est le cas de la guerre franco-allemande de 1870 dans les *Cinq cent millions de la Bégum* (1879), pour prendre un exemple entre mille, on ne pourrait même pas soutenir que la confrontation montée par Jules Verne entre Stahlstadt, la ville sévère et guerrière d'un côté, et France-Ville, la ville pacifique et riante de l'autre, alimente une quelconque germanophobie. L'effet romanesque recherché est surtout d'opposer militarisme et pacifisme.

Bref, celui qui tenterait d'établir un parallèle entre la littérature québécoise et la littérature européenne ne pourrait qu'être frappé par l'indulgence dont font preuve les écrivains de là-bas par comparaison à la hargne qui habiterait ceux d'ici.

En somme, sur la base de l'argument monté par Johnson, la littérature québécoise constitue un cas d'espèce, et peu importe pour les besoins de la cause qui a pu alimenter ces antagonismes, peu importe si vous appréciez ou pas la prose du chanoine Groulx, le roman pastoral à la Patrice Lacombe ou à la Joseph Marmette, pour Johnson, les francophones sont anglophobes, un point c'est tout.

Dans la recension du livre rédigée pour *The Gazette*, Gérard Pelletier a relevé au moins une faille importante de l'ouvrage: celle qui consiste à n'assigner à la barre que les seuls auteurs qui se sont prononcés d'une façon ou de l'autre contre les "Anglais".

C'est vrai que Johnson ne mentionne pas Hector Fabre, Jean-Charles Harvey, Jean-Marie Nadeau, ou même Henri Bourassa, des auteurs qui ne cadreraient pas avec sa thèse. Mais après tout, il cite Gérard Pelletier et P. E. Trudeau, Étienne Parent, et Errol Bouchette, comme quoi l'objectivité l'a effleuré à certains moments, même si c'est pour déplorer immédiatement après le peu d'emprise de ces auteurs sur ces francophones obnubilés par leur haine. Johnson échafaude ainsi une interprétation qui est un long réquisitoire en faisant comme si l'"anglophobie" — accordons-lui le terme, pour le moment — était ni plus ni moins inscrite dans la structure génétique du Québécois, mais plus spécifiquement dans celle de ses élites intellectuelles.

Car il y a une explication sociologique derrière ce classement de citations et c'est cette idée que l'intellectuel — ici, l'élite intellectuelle — porte et nourrit cette haine de l'Anglais que le peuple gobe faute d'avoir un accès autonome et un contact direct avec l'Autre. Cette thèse est vénérable, et elle avait été soutenue il n'y a pas si longtemps par James H. Billington (*Fire in the Minds of Men. Origins of the Revolutionary Faith*, 1980). Dans ce livre, par ailleurs fort bien documenté, l'auteur soutient que la ferveur révolutionnaire s'explique essentiellement par l'activité cérébrale de génies qui contaminent les foules avec leurs idées saugrenues. Placés à la tête de journaux, de partis politiques, de syndicats, ces élites se combattaient au nom de tous les "ismes" afin d'accroître leur emprise sur les masses. D'ailleurs Schumpeter avait soutenu le même genre d'idée dans *Capitalisme, socialisme et démocratie* publié pour la première fois en 1942.

Johnson se situerait donc dans un courant à la fois idéaliste et empiriste qui accorde toute l'importance à l'idée et à son vecteur, un courant qui tend à ignorer à peu près tout des faits sociaux et de leurs interprétations contradictoires et incompatibles, qui ignore les termes des débats de société, bref qui récusé et renonce à toute appréhension paradoxale et contradictoire du réel. Sur le plan de la méthode, cette démarche est parfois affligeante à suivre: elle place tout au même niveau et, de chapitre en chapitre, le lecteur a droit à une longue enfilade de

citations qui le conduisent de Gonzalve Doutre, à Damase Potvin, Edmond de Nevers, Hubert Aquin, Marcel Rioux, Gérald Godin, Fernand Ouellette, Camille Laurin, Denise Bombardier, un véritable "*who's who*" de la prose locale. Certains de ces textes ont droit à un nombre impressionnant d'extraits, d'autres moins, tout dépendant des humeurs du cueilleur. Quant à savoir maintenant pourquoi ce roman et cet essai se côtoient, la question ne se pose pas, l'auteur ayant sans doute cru atteindre l'efficacité grâce à cette avalanche d'extraits plus accablants les uns que les autres.

La seule grille d'analyse proposée est un découpage qui correspond en gros à une séquence historique, mais cette succession ne devient vraiment apparente qu'à compter du chapitre onze, intitulé: "La libération tranquille, ou la modernisation du Québec".

L'histoire du Québec nous est alors présentée comme la lecture d'un texte dont la seule finalité est donnée dans cette draculisation de l'Anglais. L'auteur parvient ainsi à opérer ce renversement qui est caractéristique de la déconstruction en cours dans certains milieux à l'heure actuelle, renversement qui, sous prétexte de cerner le sens dernier des choses, étale leur non-sens.

Ce disant, je ne veux surtout pas noyer quoi que ce soit, et pas même dédouaner toute cette prose "anglophobe", mais je voudrais surtout plaider en faveur d'un retour aux faits, d'une mise en situation. À cette fin, il faudrait rien moins que réécrire l'histoire de ce Canada-là et remonter, par exemple, au Rapport Durham et au prétexte qu'il a fourni à François-Xavier Garneau pour rédiger son *Histoire du Canada*. Après tout, c'est bien Lord Durham qui avait relevé l'importance de cette lutte entre deux "races" dont l'une, au demeurant, était sans histoire.

Que Garneau, agrippé à sa plume, ait répondu comme il l'a fait, cela s'explique par le contexte et par la manière d'écrire l'histoire à cette époque. Il faudrait alors comparer sa méthode à celle des autres historiens et évaluer ses concepts de la même façon.

Il en va de même pour l'étude d'autres phénomènes sociaux et politiques. Qu'il s'agisse de l'ultramontanisme, de l'agriculturisme ou de la colonisation, pour ne nommer que ceux-là, ces enjeux se sont déployés sur un fond de scène, avec des partisans et des adversaires, c'est-à-dire des affrontements dont on ne trouve aucune trace dans ce livre. Johnson évoque bien fugitivement la querelle autour de l'industrialisation, et s'il cite Parent et Bouchette, c'est pour déplorer tout aussitôt qu'ils aient prêché dans le désert. Or, ces débats de société ont donné lieu à des études, à des thèses, à des monographies, mais rien de tout cela n'est mis à contribution dans le livre. On n'y trouvera donc aucune référence à W. F. Ryan (*The Clergy and Economic Growth in Quebec 1896-1914*, PUL, 1966) où à S. B. Ryerson (*Capitalisme et Confédération*, Parti pris, 1978), entre cent autres.

Johnson réécrit toute l'histoire de son Québec à lui tout seul avec son armée de citations.

Et pourtant au-delà de ces failles, reste la question de fond: qu'en est-il de l'accusation d'anglophobie portée par l'auteur?

C'est en regardant de plus près comment est mis en scène l'Anglais dans toute cette affaire qu'on comprendra mieux le propos et le dessein de Johnson.

La notion d'Anglais n'est pas aussi simple que Johnson voudrait le laisser croire, ou qu'il feint lui-même de le croire. A ramasser ce florilège, il a reconnu partout le même, et il s'est fourvoyé.

L'Anglais n'a pas la même signification pour F.-X. Garneau que pour Pierre Vallières: dans le premier cas, il s'agit d'une vision de vaincu; dans le second cas, il s'agit de la vision d'un paria. Le premier pense à l'intérieur d'un cadre balisé par la notion de race, le second (si je me permets de ramasser en ce raccourci une impression qui court tout au long des pages de *Nègres blancs d'Amérique*) se découvre dans celle du colonisé. L'Anglais, à compter des années soixante, au Québec, évoque davantage le "ugly American" que le lord victorien, ou que le baron de la finance.

Cet "Anglais-là", les Québécois n'étaient pas les seuls à le conspuer puisqu'il était aussi mal accueilli en Amérique latine qu'en Asie, une référence qui me ramène à mon début et à une comparaison laissée en suspens. Parce que s'il n'est pas aisé de trouver, en Europe, un parallèle avec le contenu obsessif d'une certaine littérature d'ici, ce parallèle on peut néanmoins le tracer avec la littérature de l'Amérique latine. Et l'on aura une idée encore plus précise de la validité de cette comparaison quand on rappellera que l'arrière-scène des deux histoires se recouvre entièrement, ou presque, du fait que la domination anglo-américaine a souvent emprunté les mêmes stratégies au nord et au sud du continent. Ainsi, il existe toute une vaste et abondante littérature latino-américaine où non seulement le personnage du "gringo" joue un rôle qui ressemble à celui qui est joué par l'Anglais dans la littérature québécoise, mais il existe de surcroît un courant anti-américain dans la prose d'essai et les travaux savants qui ferait sans doute bouillir le sang de Johnson. Je pense ici aux livres de C. Fuentes, D'André G. Frank, de Stavenhagen, et j'en passe.

Je ne prétends pas justifier la haine, je cherche à l'expliquer et, pour y parvenir, il importe de situer la question dans un ensemble plus vaste. La vision anglo-américaine du développement de l'Amérique a suscité des réactions antagoniques comparables au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest. Pour comprendre ce fait, il ne suffit plus de réduire cette vision à ses idéaux de base que sont la "raison", la démocratie et le développement industriel puisque, en opérant de la sorte, on basculerait trop facilement tous les adversaires de cette vision du monde parmi les irraisonnables ou les "allégés d'entendement" (Rabelais). Johnson

a trop beau rôle alors de s'ériger en guide de la vertu et de juger de manière aussi cavalière le recours à la haine chez ces élites intellectuelles et leurs suiveurs. Cependant ce qu'il feint de ne pas voir, c'est que cette raison-là, cette démocratie-là et ce développement-là représentaient un cercle vertueux pour une minorité — anglophone surtout, mais peu importe —, que leurs effets conjugués ont produit également des maux sociaux et industriels qui ont été déplorés, tant au Nord qu'au Sud. De là à soutenir maintenant que ces maux étaient le produit même du refus de l'industrialisation cela nous ramène au "fardeau de l'homme blanc" (Kipling) et à cette vision impériale qui savait imposer, par la force du besoin, ses cadres de référence à tous ces réfractaires qui auraient mis en doute l'émergence de cette modernité si bien mise en lumière par cet autre Johnson dans son monumental, *The Birth of the Modern*.

Paul Johnson suit à la trace cette émergence de la modernité en Occident au lendemain de la victoire (de la défaite?) de Waterloo. La thèse qu'il soutient et qu'il développe tout au long de ses mille pages de texte accumule les événements et les faits, des plus grandioses aux plus minuscules, qui ont contribué à infléchir le cours de l'histoire et à l'engager dans ce nouvel espace qui nous est désormais familier. Selon Paul Johnson, quinze années auront suffi pour engager ce mouvement de fond caractérisé par le recours à la rationalité économique, l'application des découvertes scientifiques et la manipulation de l'opinion publique.

Il y a cependant un argument derrière cette thèse, un argument central qui lie l'émergence de la modernité à l'établissement d'une "relation spéciale" entre Anglais et Américains. En fait, le livre de Paul Johnson défend la thèse selon laquelle l'*éthos* et la *praxis* anglo-américains formeraient ni plus ni moins le socle de l'ordre moderne.

Ainsi, à l'insensibilité de Johnson, Paul, vis-à-vis des effets sociaux du capitalisme naissant sur les classes sociales, sur les nations traditionnelles, sur les civilisations, correspond l'insensibilité de Johnson, William, vis-à-vis de l'anglophobie que cette vision du monde a suscitée, entre autres lieux de cette planète, au Québec même. Parce que si on y regarde de plus près, sans perdre de vue l'autre dimension du problème, c'est-à-dire si l'on lie l'Anglais du roman québécois à l'ordre impérial anglo-américain, on comprendra mieux que, placé sur la ligne de feu en quelque sorte, une bonne part de la littérature québécoise ait pu refléter de manière obsessionnelle la difficile émergence à une modernité alternative.

Ce qui me ramène à une autre réflexion, celle qui a trait à l'occasion ratée et au problème de la haine.

Quelle que soit la validité de l'argumentation développée jusqu'à maintenant, si elle permet d'expliquer, de situer, de relativiser l'anglophobie, elle ne pourra jamais justifier l'accusation de fond portée par William Johnson, celle en vertu de laquelle l'âme québécoise est ou serait haineuse.

Or, c'est précisément sur ce plan que le projet est raté et que l'auteur m'apparaît faire preuve non plus de l'insensibilité dont il vient d'être question, mais bien de quelque chose de plus grave.

Quand on porte, ou quand on soutient une accusation de ce genre, il faut pouvoir assumer le fardeau de la preuve, et jamais une enfilade de citations ne devrait couvrir un cadre d'analyse lacunaire. Il existe une œuvre majeure en ce siècle qui a fondé ce que son auteur a appelé "une critique de la raison narrative". Engagé comme il a pensé devoir l'être sur la voie de l'établissement d'une liaison entre le récit idéologique et la pratique politique ou la praxis sociale, William Johnson n'aurait pas dû ignorer *Langages totalitaires* de Jean-Pierre Faye (Hermann, 1972). Car, ou bien on établit un lien entre des processus, et alors il convient de démonstrer ce lien, ou bien l'on bavarde à tort et à travers en emmêlant n'importe quoi et en laissant le lecteur aux prises avec le problème posé par des inférences, des accointances et des réverbérations qui sont au mieux juxtaposées, au pire présentées de manière biaisée.

Que l'on condamne un auteur et sa prose, que l'on stigmatise un courant littéraire, un parti politique, il faut que le jugement soit fondé en fait en en droit.

Mais nul ne devrait non plus pouvoir porter de telles accusations impunément, c'est-à-dire sans assumer ce fardeau. Or, ici, il me semble que l'on atteint la limite de la mauvaise foi. Non pas que tout ce qui a été cité ne l'a pas été correctement, mais rien de ce qui l'est n'est placé dans son contexte, n'est balisé, et n'est analysé. Et il suffit d'ailleurs de tourner l'argument à l'envers pour se rendre compte de l'impertinence de la thèse de l'auteur: que dirait-on, en effet, d'une réponse à Johnson qui s'intitulerait: "*Anglophilie faite au Québec*", où l'auteur irait rapailler dix mille citations qui seraient des témoignages d'affection, de révérence ou de déférence vis-à-vis des "Anglais"?

Cet ouvrage, on pourrait le composer encore plus facilement que celui sur lequel s'est échiné Johnson. On pourrait d'ailleurs l'ouvrir en reprenant les toutes premières pages des *Débats parlementaires sur la question de la Confédération* (1865) et le refermer avec un ou deux extraits de la prose de Jean Chrétien. Dirait-on d'un tel compendium qu'il porte bien son titre et que nous serions désormais des "âmes" anglophiles par nature?

Décidément, ce Johnson-là aurait intérêt à lire l'autre pour savoir d'où il parle d'abord, il aurait également intérêt à étudier Faye pour savoir comment le dire ensuite. Car il y a bien sûr une prose anglophobe au Québec, une prose qui devrait faire l'objet d'une critique narrative dont un des objets pourrait consister à lier cette critique à certaines pratiques politiques et sociales. Dans cette perspective, il serait hautement intéressant de pouvoir repérer les véritables énoncés "totalitaires" et de mettre au jour leur éventuelle efficacité pratique ou programmatique. Ce serait-là faire œuvre véritablement critique et constructive. Faute de le faire cependant, Johnson a gâché un beau sujet et, comme il arrive souvent avec les sujets gâchés,

il a davantage fait étalage de ses propres préjugés qu'il n'a contribué à expliquer et à analyser ceux des autres.

Dans son état actuel, cet ouvrage vient enrichir toute cette prose canadienne dont on s'attend qu'un beau jour un auteur en mal de revanche vienne la rassembler sous un titre évocateur du genre: "Francophobie faite au Canada" où William Johnson côtoierait Brady, Black et consorts.

Comme quoi depuis quelque temps, les débats ou ce qui en tient lieu, deviennent de plus en plus malsains en ce pays.

Dorval Brunelle
Département de sociologie
UQAM

Pierre-Éric Tixier, *Mutation ou déclin du syndicalisme? Le cas de la CFDT*, Paris, PUF, 1992, 333 p.

L'ouvrage de Pierre-Éric Tixier qui est en fait sa thèse pour le doctorat d'État qu'il a soutenue à Paris X en 1990, porte essentiellement sur la Confédération française démocratique du travail (CFDT). Tout comme les études antérieures du même auteur¹, cette recherche se situe dans le courant de la sociologie des organisations. Son originalité réside dans son objet, le fonctionnement de l'organisation syndicale, alors que la plupart des études organisationnelles portent sur les entreprises. Elle s'appuie sur une quantité impressionnante d'information provenant d'une grande variété de sources: des monographies (une quinzaine), des entretiens (plus de 400) avec des militants, des dirigeants et membres des organes décisionnels supérieurs, de nombreux documents d'archives, en plus d'une observation directe des activités de ces mêmes organes de décision et d'une participation importante au programme de recherche interne et de formation de militants et de responsables.

L'organisation syndicale est conçue ici "comme une force sociale en construction, instable, porteuse d'articulations entre le social, l'économique et le politique (p. 19)". L'analyse a été réalisée "à partir d'une conception remontante de l'organisation (p. 136)", en partant des unités les plus petites, les sections syndicales, "ces capteurs à mouvement social (p. 136)" (le premier plan), pour se terminer avec le Secrétariat confédéral, en passant par les structures intermédiaires et les instances de décision de la Confédération (le deuxième plan, c'est-à-dire

¹ Entre autres, P.-É. Tixier, *La démocratie dans les petites organisations*, thèse de 3e cycle, IEP, Paris, 1981, et Renaud Sainsaulieu, P.-É. Tixier et M.-O. Marty, *La démocratie en organisation*, Paris, Méridiens, 1983.